

Entretien de M. François Hollande, Président de la République, dans "20 minutes" du 30 novembre 2015, sur la Conférence de Paris pour le climat.

Q - Après les attentats à Paris, la France et le monde ont-ils vraiment la tête à parler de climat ?

R - Oui plus que jamais. Car c'est le sort de l'humanité qui est à l'ordre du jour de cette conférence. Après les attentats survenus en France, nous devons traiter l'urgence et répondre au défi terroriste, mais aussi agir pour le long terme. C'est pourquoi j'ai voulu, au lendemain des attaques du 13 novembre, confirmer la tenue de la COP21 et appeler les chefs d'État et de gouvernement à venir en très grand nombre à Paris. Ils seront plus de 150 réunis au même moment au même endroit, pour réaffirmer leur solidarité à l'égard de la France, pour prendre leurs responsabilités face au réchauffement de la planète.

Q - Vous recevez en effet ce lundi plus de 150 chefs d'État et de gouvernement pour l'ouverture de la COP21. Comment les jeunes, ceux qui voulaient descendre dans la rue pour le climat, ceux qui sont confrontés au chômage et aujourd'hui au terrorisme, peuvent-ils avoir confiance en ces dirigeants pour trouver une solution au problème climatique ?

R - Les manifestations de rues ont été annulées. Chacun peut le comprendre dans le contexte que nous connaissons. Mais il y a mille façons pour les citoyens de faire entendre leur voix : pétitions, réseaux sociaux, défilés partout dans le monde...

C'est pour la jeunesse que se tient la COP21. Il s'agit de réduire le réchauffement de la planète d'ici à la fin du siècle et nous savons bien que si nous sommes au-delà de 2°C, la vie de nos enfants et de nos petits-enfants sera plus difficile et plus dangereuse. Des conflits éclateront à mesure que reculeront les terres cultivables et que les migrations s'amplifieront. Aujourd'hui, il y a déjà plus de réfugiés provoqués par le climat que par les guerres.

Ensuite, les solutions de la conférence à travers la transition énergétique et les financements qui l'accompagneront pourront stimuler la croissance, ce qui sera bon pour la jeunesse des pays développés mais aussi pour celle des pays les plus pauvres.

Enfin, si nous voulons éviter que les fanatismes et les mouvements extrémistes s'emparent du désarroi provoqué par les conséquences du dérèglement climatique, nous devons trouver à Paris un accord ambitieux et contraignant.

Je ne demande pas aux jeunes d'avoir confiance dans les dirigeants. Je leur demande de s'engager et d'être vigilants. Et l'Histoire jugera sévèrement les chefs d'État et de gouvernement si, en décembre 2015, ils ont manqué ce rendez-vous.

Q - Beaucoup pensent que les manifestations annulées à Paris pour des raisons de sécurité vont rendre cette pression citoyenne moins tangible...

R - Je fais confiance aux ONG pour lancer les alertes, vérifier les engagements, donner les informations sur la portée des décisions. Les dirigeants du monde ne pourront pas les ignorer. Les délégués de la Conférence qui viennent de tous les continents ne sont pas un public facile. Ils ne se laisseront pas faire ! Et ils auront raison.

Q - À quelles conditions pourra-t-on dire que la COP21 est un succès ?

R - D'abord, il faut un accord. Ensuite, cet accord doit nous mettre sur une trajectoire qui évite le réchauffement de plus de 2°C de la planète d'ici la fin du siècle. Or, si l'on fait la somme de toutes les contributions nationales qui ont été adressées pour la COP21, nous serons sensiblement au-dessus des 2°C. Ce n'est pas acceptable. Aussi, il est indispensable que soient

sensiblement au-dessus des 2 °C. Ce n'est pas acceptable. Aussi, il est indispensable que soient révisés périodiquement les engagements des pays.

Enfin, nous devons dégager des financements abondants pour permettre des investissements dans les pays les plus vulnérables au changement climatique. Mais, au-delà même des gouvernements, les collectivités locales, les grandes régions, les entreprises doivent également s'impliquer, notamment sur le prix du carbone. Il s'agit de modifier le comportement de l'ensemble des acteurs économiques pour réduire le poids des énergies fossiles.

Q - Quel atout a la France par rapport à d'autres pays organisateurs des conférences sur le climat pour mettre tout le monde d'accord ?

R - Je ne jouerai pas avec les circonstances. Ce ne serait pas digne. Et je ne confonds pas les enjeux. Je ne demande pas à la planète de faire un geste envers la France mais pour elle-même. La France a voulu être écologiquement exemplaire. C'est le sens de la loi de Ségolène Royal sur la transition énergétique.

Notre pays a su également, avec l'Allemagne, entraîner l'Europe pour faire monter les énergies renouvelables et pour dégager des financements.

La France est un pays capable de parler aux pays les plus pauvres, africains notamment, comme aux plus riches puisque nous sommes au G7 et au G20, mais elle est aussi un des États qui fait le plus pour l'aide au développement. J'ai d'ailleurs annoncé à la tribune des Nations unies, en septembre dernier, des engagements financiers supplémentaires de la part de la France.

Q - L'Arabie saoudite, important producteur de pétrole, est un des pays les plus réticents pour conclure un accord contraignant sur le climat. Elle est aussi accusée, à tort ou à raison, de contribuer au financement du terrorisme. Peut-elle rester un partenaire privilégié de la France ?

R - L'Arabie saoudite est un partenaire de la France depuis des années. Si je ne partage pas toutes les conceptions de l'Arabie saoudite, notamment sur les droits de l'Homme, je sais que ce pays est un acteur indispensable pour régler les crises en Irak et en Syrie. Il en est de même de l'Iran, de la Russie ou de la Turquie. Pour la conférence sur le climat, je dois convaincre les pays producteurs de pétrole que leur avenir n'est plus dans les énergies fossiles et qu'ils doivent utiliser leurs ressources pour accélérer la transition énergétique. Aujourd'hui, le prix du pétrole est bas car de nombreux pays ont mis en place des plans pour développer les énergies renouvelables. Et cette tendance va se poursuivre. Si elle est favorable à notre pouvoir d'achat, elle ne doit pas nous freiner dans nos efforts d'économies d'énergie et de réduction de notre consommation de pétrole.

Q - En cas d'échec de la COP21, qui en assumerait la responsabilité ?

R - Tous les pays du monde, notamment les plus gros émetteurs de CO₂. En revanche, si nous réussissons, ce sera Paris qui s'illustrera une fois encore comme la capitale des droits de l'humanité.

Q - En 2002, Jacques Chirac avait prononcé, lors de la conférence sur le climat de Johannesburg, cette phrase devenue célèbre : «La maison brûle et nous regardons ailleurs». Quelle serait la «punchline» aujourd'hui ?

R - Il ne s'agit plus de regarder la maison mais de la reconstruire. Ne soyons plus spectateurs, agissons. Bâtissons un nouveau modèle, nous sommes tous les architectes de la planète.